

**Bureau des installations et travaux réglementés
pour la protection des milieux**
Affaire suivie par : OC
Dossier n°2025-32-PC

Marseille, le **24 JUL. 2025**

**Arrêté n°2025-32-PC fixant des prescriptions complémentaires à la société ADI SOCOVA
applicables à son usine de fabrication de tubes soudés sise à Sénas**

**Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
préfet des Bouches-du-Rhône
préfet de police des Bouches-du-Rhône**

Vu le code de l'environnement, notamment l'article R.181-46 ;

VU le décret du 3 janvier 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

VU le décret du 12 mars 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, en outre préfet de police des Bouches-du-Rhône ;

VU le décret du 31 janvier 2025 portant nomination de monsieur Frédéric POISOT, en qualité de secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône, sous-préfet de Marseille ;

VU l'arrêté du 17 février 2025 portant délégation de signature à monsieur Frédéric POISOT, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

VU l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à déclaration sous la rubrique n°2925 « accumulateurs (ateliers de charge d') » ;

VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) ;

VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature des IOTA ;

VU l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2560 de la nomenclature des ICPE ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2001 autorisant la société SOCOVA à exploiter une usine de tubes soudés à Sénas ;

VU l'arrêté préfectoral n°2025-32-URG du 24 janvier 2025 prescrivant les mesures d'urgence relatives à la mise en sécurité et à la surveillance environnementale à mettre en œuvre par la société ADI SOCOVA, à la suite de l'accident survenu le 20 janvier 2025 sur son site de Sénas ;

VU le rapport de l'inspection de l'environnement du 28 mars 2025 relatif à sa visite du 7 mars 2025 ;

VU le dossier de porter à connaissance transmis le 11 mars 2025, complété le 24 mars 2025, relatif aux modifications des conditions d'exploitation de l'usine ;

VU le rapport de l'inspection de l'environnement du 10 juin 2025 ;

CONSIDÉRANT que par l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2001 susvisé, la société SOCOVA a été autorisée à exploiter une usine de fabrication de tubes soudés à Sénas ; que l'exploitation du site a depuis été reprise par la société ADI SOCOVA ;

CONSIDÉRANT que la société ADI SOCOVA a procédé au recensement de ses installations et de ses activités en réalisant un bilan du classement du site au titre de la législation des ICPE ;

CONSIDÉRANT que la société a par ailleurs porté à la connaissance du préfet la mise à l'arrêt de l'activité de galvanisation classée sous la rubrique n°2567 ;

CONSIDÉRANT que la suppression de cette activité et l'évolution de la nomenclature des ICPE modifient la situation administrative de l'usine classée sous le régime de l'enregistrement ;

CONSIDÉRANT que les modifications apportées aux conditions d'exploitation du site ne sont pas de nature à entraîner des dangers et des inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, et qu'elles ne présentent pas un caractère substantiel nécessitant une nouvelle autorisation ;

CONSIDÉRANT en outre, qu'un déversement accidentel de lubrifiant, le CONDATUB SL 498, s'est produit le 20 janvier 2025 sur le site, conduisant le préfet à prescrire à la société des mesures d'urgence par l'arrêté n°2025-32-URG du 24 janvier 2025 ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article 4.1 de cet arrêté du 24 janvier 2025, la société a transmis un plan de prélèvements de l'impact environnemental et sanitaire du sinistre ;

CONSIDÉRANT la procédure contradictoire menée auprès de l'exploitant par l'envoi du projet d'arrêté préfectoral en lettre recommandée avec accusé de réception notifiée le 24 juin 2025 ;

CONSIDÉRANT l'absence de transmission d'observations à l'expiration du délai de 15 jours à compter de la date de notification du projet d'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT qu'au regard de ce qui précède, il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires à la société ADI SOCOVA, afin de mettre à jour la situation administrative du site et de renforcer la surveillance environnementale post-accidentelle ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

ARRÊTE

Article 1 – Exploitant titulaire de l'autorisation

Les prescriptions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2001 susvisé autorisant la société SOCOVA à exploiter une usine de tubes soudés à Sénas, sont remplacées par les dispositions suivantes :

La société ADI SOCOVA, dont le siège social est situé au 100 route d'Eyguières 13560 Sénas, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter une usine de fabrication de tubes soudés sur la commune de Sénas.

L'exploitant est tenu de respecter les dispositions du présent arrêté et celles de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 novembre 2001 susvisé en tout ce qu'elles ne sont pas modifiées par les prescriptions du présent arrêté.

Article 2 – Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 novembre 2001 ci-dessous sont modifiées et remplacées ou abrogées et remplacées par le présent arrêté comme suit :

Référence des articles de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2001 dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Référence des articles correspondants du présent arrêté et nature des modifications
Article 1	Modifié par l'article 1 – Exploitant titulaire de l'autorisation
Article 4.1.3-E	Modifié par l'article 4 – Prévention de la pollution des eaux

Article 3 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature

Le tableau de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2001 relatif à la liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées, est remplacé par les tableaux suivants :

Rubrique ICPE	Libellé de la rubrique (activité)	Capacité autorisée	Régime *										
2560-1	<p>Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b.</p> <p>La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure à 1 000 kW.</p>	<table><tr><th>Machine</th><th>Puissance unitaire</th></tr><tr><td>Profileuse T2</td><td>1 441 kW</td></tr><tr><td>Profileuse T4</td><td>1 560 kW</td></tr><tr><td>Profileuse T5</td><td>1 509 kW</td></tr><tr><td>Aux</td><td>560 kW</td></tr></table> <p>Puissance totale : 5 070 kW</p>	Machine	Puissance unitaire	Profileuse T2	1 441 kW	Profileuse T4	1 560 kW	Profileuse T5	1 509 kW	Aux	560 kW	E
Machine	Puissance unitaire												
Profileuse T2	1 441 kW												
Profileuse T4	1 560 kW												
Profileuse T5	1 509 kW												
Aux	560 kW												
2925-1	<p>Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') :</p> <p>1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération ⁽¹⁾ étant supérieure à 50 kW</p> <p>⁽¹⁾ Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers.</p>	<p>Un chariot d'une puissance de charge de 1,5 kW</p> <p>Présence d'ondulateurs, de chargeurs et de batteries de puissance de charge totale de 87 kW</p> <p>Puissance totale : 88,5 kW</p>	D										

1185-2-a	<p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n°842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n°1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.</p> <p>a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg</p>	<table><tr><td>Equipement</td><td>Nature du fluide</td><td>Quantité de fluide</td></tr><tr><td>Assécheur</td><td>R404A</td><td>3,3 kg</td></tr><tr><td>« Clim. » (locaux administratifs)</td><td>R410A</td><td>2,7 kg</td></tr></table> <p>Quantité totale de fluide : 6 kg</p>	Equipement	Nature du fluide	Quantité de fluide	Assécheur	R404A	3,3 kg	« Clim. » (locaux administratifs)	R410A	2,7 kg	NC
Equipement	Nature du fluide	Quantité de fluide										
Assécheur	R404A	3,3 kg										
« Clim. » (locaux administratifs)	R410A	2,7 kg										
1435-2	<p>Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant :</p> <p>2. Supérieur à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m³.</p> <p>Essence : tout dérivé du pétrole, avec ou sans additif d'une pression de vapeur saturante à 20°C de 13 kPa ou plus, destiné à être utilisé comme carburant pour les véhicules à moteur, excepté le gaz de pétrole liquéfié (HPL) et les carburants pour l'aviation.</p>	<p>Volume annuel distribué : 2 m³ pour les engins thermiques</p>	NC									
1532-2-b	<p>Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public :</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>b) Supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³</p>	<p>Volume de bois stocké : 30 m³</p>	NC									

2563-2	<p>Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface.</p> <p>La quantité de produit mise en œuvre dans le procédé étant :</p> <p>2. Supérieure à 500 L, mais inférieure ou égale à 7 500 L.</p>	<p>Présence d'une cuve affectée au traitement d'une capacité de 1 150 L. Le produit mis en œuvre est du DET 7 UVEOL, dégraissant neutre, et présent dans la cuve à environ 5%.</p> <p>Quantité : 57,5 L</p>	NC
2910-A-2	<p>Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 et 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes.</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L.541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW.</p>	<p>Un groupe électrogène (alimentation de secours des ponts roulants et pompes de forage) de puissance égale à 160 kW</p>	NC
4320-2	<p>Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 15 t et inférieure à 150 t.</p>	<p>(Mentions de danger associées : H222, H223)</p> <p>Quantité susceptible d'être présente < 10 kg</p>	NC

	<p>Nota : Les aérosols inflammables sont classés conformément à la directive 75/324/CEE relative aux générateurs aérosols.</p> <p>Les aérosols « extrêmement inflammables » et « inflammables » de la directive 75/324/CEE correspondent respectivement aux aérosols inflammables des catégories 1 et 2 du règlement (CE) n° 1272/2008.</p> <p>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 150 t</p> <p>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 500 t</p>		
4321-2	<p>Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2 ne contenant pas de gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 500 t et inférieure à 5 000 t.</p> <p>Nota : Les aérosols inflammables sont classés conformément à la directive 75/324/CEE relative aux générateurs aérosols. Les aérosols « extrêmement inflammables » et « inflammables » de la directive 75/324/CEE correspondent, respectivement, aux aérosols inflammables des catégories 1 et 2 du règlement (CE) n°1272/2008. Pour pouvoir recourir à cette classification, il doit être démontré que le générateur d'aérosol ne contient pas de gaz inflammable de catégorie 1 ou 2, ni de liquide inflammable de catégorie 1.</p> <p>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 000 t.</p> <p>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 000 t</p>	<p>(Mentions de danger associées : H222, H223)</p> <p>Quantité susceptible d'être présente < 10 kg</p>	NC
4331-3	<p>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t. Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 000 t</p> <p>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 000 t</p>	<p>(Mentions de danger associées : H225, H226)</p> <p>Quantité susceptible d'être présente < 200 kg</p>	NC

4510-2	<p>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t.</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 100 t</i></p> <p><i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i></p>	<p>(Mentions de danger associées : H400, H410)</p> <p>Quantité susceptible d'être présente < 11 t</p>	NC
4511-2	<p>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t.</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i></p> <p><i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 500 t</i></p>	<p>(Mention de danger associée : H411)</p> <p>Quantité susceptible d'être présente < 300 kg</p>	NC
4719-2	<p>Acétylène (numéro CAS 74-86-2).</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 250 kg mais inférieure à 1 t.</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 t</i></p> <p><i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</i></p>	(***)	NC
4725-2	<p>Oxygène (numéro CAS 7782-44-7).</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t.</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i></p> <p><i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 2 000 t</i></p>	(***)	NC
4734-2-c	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant :</p>	(***)	NC

	<p>2. Pour les autres stockages :</p> <p>c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total.</p> <p>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 2 500 t</p> <p>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 25 000 t</p>		
--	--	--	--

(***) Informations non diffusables mais communicables conformément à l'instruction du gouvernement du 12 septembre 2023 (NOR : TREP2320597J).

Rubrique IOTA	Intitulé	Nature des installations et volume d'activité	Régime
1.1.1.0.	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.	2 forages présents sur le site (Mas et usine)	D
1.1.2.0.-2	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : 2. Supérieur à 10 000 m ³ /an mais inférieur à 200 000 m ³ /an.	Le volume prélevé issu des 2 forages s'élève à 186 000 m ³ /an	D
2.1.5.0.-2	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2. Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha.	La surface concernée est de 90 000 m ² , soit 9 ha	D

*E = enregistrement ; D = déclaration ; NC = non classé.

Article 4 – Prévention de la pollution des eaux

Les prescriptions de l'article 4.1.3-E de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2001 autorisant la société SOCOVA à exploiter une usine de tubes soudés à Sénas, sont complétées par les dispositions suivantes :

Les paramètres, objet des normes fixées ci-dessus, seront mesurés par un organisme tiers expert une fois par mois pendant un an à compter de la date de notification du présent arrêté, puis au moins une fois par an.

Les résultats seront transmis à l'inspection des installations classées.

Article 5 – Publicité

En vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Sénas et peut y être consultée. Un extrait de l'arrêté est affiché à la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire. L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 – Délais et voies de recours

En application de l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée devant le tribunal administratif de Marseille, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code par voie postale (31 rue Jean-François Leca 13235 Marseille cedex 02) ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

« 1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée. »

Article 7 – Exécution

- Le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le sous-préfet d'Aix-en-Provence,
- Le maire de Sénas,
- Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- Le directeur départemental des territoires et de la mer,
- Le directeur départemental des services d'incendie et de secours,
et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général



Frédéric POISOT

